

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL **DU MERCREDI 12 FEVRIER 2020**

1 – Séance du Conseil Municipal du 19 décembre 2019

Sur rapport de M. VEUNAC : il a été proposé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du 19 décembre 2019.

ADOPTÉ

2 - Placettes/Impasses de la zone pavillonnaire du Domaine de Migron : Nouvelle dénomination

Sur rapport de Madame HAYE :

L'ensemble des habitations composant le domaine de Migron a été livré à la fin décembre 1987. Les voies du domaine sont actuellement simplement numérotées mais ne font l'objet d'aucune dénomination en dehors de la référence « Domaine de Migron ».

Cette situation pose un problème dans le repérage des autres voies du domaine pour les services de secours, les services de la poste et les services commerciaux en général. Les habitants du quartier sollicitent depuis longtemps une autre façon de nommer ces voies et notamment les impasses.

La proposition de dénomination émane de la réflexion de l'association syndicale des pavillons du domaine de Migron qui a opté pour des noms d'aviateurs connus.

- **Jacqueline AURIOL**
Née Jacqueline Douet le 5 novembre 1917 à Challans et morte le 11 février 2000 à Paris, est une aviatrice française. Elle est la première femme pilote d'essai en France
- **Elisa DEROCHÉ**
Connue sous le pseudonyme de baronne Raymonde de Laroche, est une aviatrice française née le 22 août 1882 à Paris et morte le 18 juillet 1919 au Crotoy. C'est la première femme au monde à avoir obtenu son brevet de pilote-aviateur le 8 mars 1910.
- **Maryse BASTIE**
Née Marie-Louise Bombec, est une aviatrice française, gloire du sport, née le 27 février 1898, à Limoges et morte le 6 juillet 1952 à Bron. Elle fut la première aviatrice française à accrocher de nombreux records à son palmarès. Ses exploits furent très rapidement médiatisés.
- **Louis BLERIOT**
Né le 1^{er} juillet 1872 à Cambrai et mort le 1^{er} août 1936 à Paris, est un constructeur de lanternes d'automobiles, d'avions, de motocyclettes et de chars à voile, et un pilote précurseur et pionnier de l'aviation française.
- **Charles LINDBERGH**
Né le 4 février 1902 à Détroit, Michigan et mort le 26 août 1974 à Kipahulu, zone non incorporée de l'île de Maui, Hawaï, est un pionnier américain de l'aviation.

- Roland GARROS

Roland Garros est un aviateur français, lieutenant pilote lors de la Première Guerre mondiale, né le 6 octobre 1888 à Saint-Denis de La Réunion et mort dans un combat aérien le 5 octobre 1918 à Saint-Morel (Ardennes).

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir valider la dénomination de ces voies.

ADOpte

3- Aménagement du site d'Aguilera -Approbation et lancement de la procédure de réalisation du projet

Sur rapport de Monsieur VEUNAC :

La Ville de Biarritz est propriétaire des installations sportives d'Aguilera et du foncier du site.

Depuis 2013, la Ville s'est engagée dans un programme d'aménagement urbain sur ce site, en vue de réaffirmer et pérenniser sa vocation sportive tout en créant à l'interface avec le quartier existant des logements et de l'activité.

Les terrains Bondern et Coubertin ont été réhabilités, et certains courts de tennis ont fait l'objet de travaux de réfection. Le marché de maîtrise d'œuvre des travaux de construction des locaux sportifs associatifs a été attribué. Le projet du plateau sportif est donc en cours de réalisation.

La S.A.S.P. Biarritz Olympique Pays Basque (BOPB) a, de son côté, initié en février 2019 un projet de modification substantielle des équipements mis à sa disposition, projet qui s'inscrivait dans une vision globale du réaménagement du plateau d'Aguilera.

Ce projet privé comprenait notamment :

- Un nouveau stade doté d'un pôle accueil VIP, d'un pôle commercial, d'un espace restauration, d'un tiers-lieu sports-bar et d'une offre de services complète pour tous les publics,
- Un centre d'entraînement professionnel réservé au BOPB,
- Un pôle sports-loisirs associatif rénové, incluant un réaménagement des courts de tennis et la création d'un espace Sport-Santé,
- Un pôle fitness / cardiotraining / musculation / crossfit,
- Un hôtel / auberge de jeunesse de 220 lits,
- Une offre de restauration complète,
- Un ensemble résidentiel d'environ 370 logements,
- Enfin, le réaménagement complet des espaces publics.

Le montage juridique envisagé prévoyait une opération globale, la valorisation foncière générant des ressources participant, directement ou indirectement, au financement de l'opération de réalisation des équipements sportifs.

La proposition s'appuyait sur un groupement de partenaires, désigné de gré à gré, intégrant l'intégralité des compétences nécessaires, et notamment un promoteur/investisseur, une équipe de maîtres d'œuvre, un opérateur hôtel-auberge de jeunesse et un concepteur et constructeur d'équipements sportifs.

Ce projet a été analysé par les services municipaux au regard de sa faisabilité économique, commerciale, financière et juridique, et présenté aux élus de la Ville de Biarritz réunis en commission générale le 28 mars 2019.

Le document de présentation vous a été transmis le 1^{er} avril 2019

Des pistes de faisabilité avaient été proposées, nécessitant une réduction des opérations foncières et commerciales, la prise en compte des obligations réglementaires en matière de stationnement, et la mise en place d'un nouveau montage opérationnel et juridique prenant en compte le cadre juridique applicable, au regard notamment de la compétence des intervenants, des obligations légales de mise en concurrence, et des possibilités d'aides financières aux sociétés privées.

L'étude du projet s'est poursuivie avec l'aide d'un cabinet d'avocats.

Des échanges ont eu lieu avec le BOPB.

Un point d'étape vous a été présenté lors de la commission générale du 22 janvier 2020.

Le document de présentation vous a été transmis le 23 janvier 2020

L'analyse du montage opérationnel et juridique qui vous a été présenté en commission générale a permis d'identifier 4 types de montages :

1. Un montage global : mise en concurrence d'une opération globale d'aménagement telle que la concession d'aménagement (stade, centre de formation, hôtels, logement, voirie et espaces publics), incluant une cession de foncier (hôtel et logements) ;

La Ville ayant déjà engagé en maîtrise d'ouvrage publique une partie des équipements du site, ce montage, d'une grande lourdeur procédurale, paraît aujourd'hui inadapté.

2. Un montage classique : maîtrise d'ouvrage publique partielle ou totale des équipements (stade, centre de formation, voirie et espaces publics), et cession de foncier (hôtel et logements) à un promoteur ;

Les études et travaux dans leur ensemble seraient réalisés en conformité avec le code de la commande publique, selon des procédures éprouvées mais inertielles, qui ne permettent pas le respect des calendriers souhaités.

3. Un autre montage classique : BEA sur la partie sportive (stade, centre de formation), de gré à gré avec le BOPB, et cession de foncier (hôtel et logements) à un promoteur, articulé avec une maîtrise d'ouvrage Ville (voirie et espaces publics).

Ce montage ne peut être mis en œuvre, la santé financière du BOPB ne lui permettant pas de porter financièrement des projets d'une telle importance.

4. Un montage plus innovant, imaginé pour répondre aux différentes contraintes particulières du dossier ainsi qu'aux intérêts de la Ville, et qui a reçu l'assentiment du BOPB en ce qui le concerne : mise en concurrence globale d'un BEA (stade et centre de formation) et d'une cession de foncier (hôtel et logements), articulée avec une maîtrise d'ouvrage Ville (voirie et espaces publics).

Une variante de ce montage peut intégrer le centre d'entraînement et de formation du Biarritz Olympique dans la maîtrise d'ouvrage publique, ce qui permettrait de lancer l'opération immédiatement, l'espace sur lequel serait construit le centre n'étant pas inclus dans le BEA et pouvant de ce fait relever d'une maîtrise d'ouvrage de la Ville

La mise en concurrence conduira à retenir un seul et même opérateur économique, qui deviendra le titulaire du BEA et le promoteur du projet immobilier, étant précisé que la mise en concurrence permettra la valorisation du foncier au prix du marché, et au vu du prix estimé par France Domaine.

Dans ce montage, le statut du BOPB serait celui de «Club résident» qui bénéficierait à l'issue des travaux, de modalités d'occupation de locaux réalisés moyennant un loyer et lui permettant de mener toutes activités compatibles avec son objet social. Le contexte économique du club s'en trouvera amélioré.

D'un point de vue juridique, le bail emphytéotique administratif est régi par les articles L1311-2 et suivants du code général des collectivités territoriales. Il peut être passé, même sur le domaine public, par une collectivité publique en vue de la réalisation d'une opération d'intérêt général relevant de sa compétence.

Dans le cas présent, la conclusion du BEA serait justifiée par l'intérêt général s'attachant à la réalisation d'équipements destinés à l'accueil du public et à l'organisation de manifestations sportives qui contribuent à la promotion et au rayonnement de la Ville, et qui sont source de cohésion sociale.

La collectivité peut imposer au preneur du BEA des obligations tenant à l'utilisation du bien mis à sa disposition.

Ce bail doit être consenti pour plus de dix-huit années et ne peut dépasser quatre-vingt-dix-neuf ans.

Le bail confère au preneur un droit réel susceptible d'hypothèque, atout de financement des investissements. Les hypothèques envisageables ne peuvent servir qu'à garantir des emprunts contractés par le preneur en vue de financer la réalisation ou l'amélioration des ouvrages situés sur le bien loué. Le contrat constituant l'hypothèque doit impérativement être approuvé par la collectivité territoriale.

La collectivité dispose des prérogatives de puissance publique afférentes aux contrats administratifs, à savoir notamment les pouvoirs de modification unilatérale et de résiliation unilatérale pour faute ou pour motif d'intérêt général.

A l'échéance du bail, les équipements construits reviennent en pleine propriété à la collectivité

Le bail donne lieu au versement d'une redevance par le preneur.

Comme vous le savez, la situation financière du BOPB est problématique, et une assemblée générale extraordinaire doit se réunir prochainement afin de se prononcer le cas échéant sur la dissolution anticipée de la société.

Au vu du rôle joué par le BOPB dans le renforcement de l'identité biarrote et dans la promotion de l'image de Biarritz, son rôle en matière d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale notamment en matière de lien entre les classes sociales, l'animation populaire que le club propose, et l'adhésion qu'il rencontre auprès de la population, la ville de Biarritz a intérêt à le soutenir.

Le projet d'aménagement du site d'Aguilera encouragé par le BOPB, comprenant un centre de formation performant, un stade rénové et un programme économique et immobilier, peut permettre de conforter durablement ses activités.

Il a été demandé au Conseil Municipal d'adopter une position de principe vis-à-vis de ce projet et de son montage juridique et opérationnel.

Il a été proposé de poursuivre l'étude du montage opérationnel et juridique n°4 (mise en concurrence globale d'un BEA et d'une cession de foncier, articulée avec une maîtrise d'ouvrage Ville).

Pour toutes les raisons exposées plus haut, ce montage paraît le plus adapté au contexte particulier de notre dossier, et notamment à l'impossibilité pour le BOPB de porter financièrement des projets importants.

Pour cette même raison, il a été également proposé de réaliser dès maintenant le centre de formation en maîtrise d'ouvrage publique.

La création d'un centre de formation à la mesure du projet sportif de la Ville et du club est en effet une priorité ; il crée une passerelle durable et ambitieuse avec le rugby amateur et il permet d'envisager à terme une optimisation de la masse salariale.

La réalisation du centre de formation, à vocation purement sportive, ne nécessite pas de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune, dont la procédure est engagée sur le site d'Aguilera. Elle peut donc être lancée dès à présent.

Quel que soit le montage juridique retenu, il conviendra également de régler le sort du BEA liant actuellement la ville au BOPB.

Pour mémoire, la Ville de Biarritz a signé le 16 septembre 2003 avec la SASP un bail emphytéotique administratif portant sur une partie des installations du parc des sports d'Aguilera, mises à disposition du BOPB à titre exclusif : les deux tribunes qui ont fait l'objet de travaux réalisés par le BOPB dans le cadre du BEA, le terrain d'honneur, et la villa Rose, dont la transformation en centre de formation était alors envisagée.

La poursuite de ce BEA est incompatible avec la conclusion d'un autre BEA à intervenir avec l'opérateur qui sera retenu à l'issue de la mise en concurrence.

Il a été proposé au Conseil Municipal de prendre une délibération de principe ayant pour objet de :

- Poursuivre l'étude du montage opérationnel et juridique n°4 (mise en concurrence globale d'un BEA et d'une cession de foncier articulée avec une maîtrise d'ouvrage Ville), qui vous est exposé plus haut, avec la variante réalisation du centre d'entraînement et de formation en maîtrise d'ouvrage publique.

Le montage finalisé sera soumis au Conseil municipal après les élections municipales.

Le lancement de l'opération de construction du centre d'entraînement et de formation vous est soumis ce jour dans une délibération distincte.

- Poursuivre toute discussion avec la SASP BOPB en vue de la résiliation du bail emphytéotique signé entre les parties le 16 juillet 2003, afin de prendre en compte le nouveau montage juridique.

L'acte formalisant la résiliation sera soumis au Conseil municipal après les élections municipales.

Un premier avenant a été soumis au Conseil Municipal dans une délibération distincte afin de retirer la Villa Rose du périmètre du BEA, cet immeuble n'ayant plus pour vocation d'être aménagé en centre d'entraînement par le BOPB alors qu'il nécessite des travaux urgents que le Club n'a pas la capacité à engager dans l'immédiat.

ADOPTE

M. BARUCQ, M. AMIGORENA, Mme DUBOURG, Mme ETCHEVERRY,
M. BOISSIER, Mme PRADIER, Mme MOTSCH, Mme HONTAS, Mme MIMIAGUE,
M. DE BAILLIENCOURT, Mme SAUZEAU votent contre

4 - Bail emphytéotique administratif avec la SASP Biarritz Olympique Pays-Basque – Modification du périmètre - Avenant - Autorisation de signature

Sur rapport de Monsieur VEUNAC :

Le bail emphytéotique administratif signé le 16 juillet 2003 entre la Ville de Biarritz et la SASP Biarritz Olympique Pays-Basque a consenti au BOPB un droit d'occupation privative d'une partie des installations du parc des sports d'Aguilera appartenant au domaine public de la Ville de Biarritz.

Le bail, d'une durée de 30 ans, confiait au BOPB la réalisation et le financement d'un certain nombre de travaux.

La villa Rose était intégrée au périmètre du bail emphytéotique, qui prévoyait la réalisation par le BOBP de travaux de réhabilitation. Au travers du bail il était en effet donné la possibilité au Club de transformer la Villa en centre de formation.

Eu égard aux contraintes financières pesant sur le club, le BOPB a depuis quelque temps abandonné l'idée d'effectuer à court terme des travaux d'envergure à la Villa Rose, et l'idée d'un retrait de la villa de l'emprise du bail était envisagée.

Par délibération de ce jour, le conseil municipal a décidé de lancer les travaux de réalisation du centre d'entraînement et de formation du Biarritz Olympique en maîtrise d'ouvrage publique, entre l'avenue Henri Haget et le terrain Bondern.

A cette occasion, il a été proposé, sans attendre la résiliation du bail emphytéotique qui est à l'étude, de retirer la Villa Rose du périmètre du BEA, afin de permettre à la Ville d'y engager les travaux urgents de clos et de couvert nécessaires à sa sauvegarde.

Le retrait de l'emprise du bail se ferait sans incidence financière sur la redevance payée par le BOPB, qui était fixée dans le bail de 2003 à 1 500 € actualisable.

La Ville de Biarritz a sollicité en 2018 le service des domaines (pôle évaluation domaniale de la Direction Générale des Finances Publiques) pour connaître son avis sur cette proposition de maintien de la redevance au montant actuel (2 096,41 € par an en 2018 au moment de la saisine des domaines).

Le service des domaines a, par courrier en date du 11 juin 2018, donné un avis favorable au maintien de la redevance au montant de redevance de 2 096,41 € (actualisable). Cet avis est valable durant toute la durée du bail.

Il a été proposé d'autoriser M. le Maire ou son représentant à saisir un notaire afin de préparer ledit acte concrétisant cette modification du périmètre du bail emphytéotique, à signer l'avenant correspondant et à signer tout acte nécessaire à cet effet.

ADOpte

**M. BARUCQ, M. AMIGORENA, Mme DUBOURG, Mme ETCHEVERRY,
M. BOISSIER, Mme PRADIER, Mme MOTSCH, Mme HONTAS, Mme MIMIAGUE,
M. DE BAILLIENCOURT, Mme SAUZEAU votent contre**

5- Aménagement du site d'Aguilera - Réalisation d'un centre de formation en maîtrise d'ouvrage publique - Concours de maîtrise d'œuvre - Approbation du programme de l'opération Autorisation à solliciter des subventions publiques

Sur rapport de Monsieur VEUNAC :

Le projet d'aménagement du site d'Aguilera souhaité tant par la Ville que par le BOPB comprend la réalisation d'un centre d'entraînement et de formation réservé à l'équipe professionnelle du Biarritz Olympique.

Il est rappelé qu'un centre de formation a vocation à former des jeunes sportifs et à leur permettre d'accéder à une pratique professionnelle et au plus haut niveau de leur discipline et de bénéficier d'un enseignement scolaire ou professionnel ou d'une formation universitaire.

Le cadre de fonctionnement doit imposer une recherche d'excellence de la formation dans le rugby français, et ceci dans le respect des valeurs spécifiques à ce sport, c'est-à-dire en concevant une formation s'adressant au joueur au-delà du seul aspect sportif. Il faut dans ce cadre que la formation dispensée à un joueur tout au long de sa carrière lui permette de s'adapter à toutes évolutions.

L'éthique sportive du rugby conduit donc à défendre en ce qui concerne la formation dispensée dans les centres de formation agréés l'idée de double qualification du joueur avec :

- Une formation sportive pour préparer le joueur au rugby professionnel,
- Une qualification scolaire universitaire ou professionnelle afin d'acquérir une capacité d'insertion professionnelle, en cas d'échec ou à l'issue de la carrière sportive.

L'équipement projeté s'intègre dans un projet d'ensemble visant à doter la Ville d'installations innovantes et performantes. Pour le Club, auquel sera loué le centre, il contribuera à conforter durablement ses activités, en constituant au-delà des locaux d'entraînement et de formation une source de revenus et d'optimisation à terme de sa masse salariale.

Il constitue une priorité, cet équipement devant être livré avant les futurs travaux du stade et notamment de la tribune Blanco qui accueille aujourd'hui les fonctions d'entraînement et de formation. Il vous est proposé de lancer l'opération dès maintenant, en maîtrise d'ouvrage publique.

Principales caractéristiques du centre :

Cet équipement moderne intégrera plusieurs fonctions :

- Tribune règlementaire du terrain BERNARD de 500 places,
- Vestiaires joueurs et arbitres liés à ce terrain,
- Centre de formation du rugby professionnel,
- Centre d'entraînement du BOPB en prévision de la refonte des locaux du stade et notamment de la tribune Blanco avec terrain de sport intérieur couvert,
- Rdc de stockage et de stationnement pouvant éventuellement muter en locaux d'activités ou commerciaux en fonction des possibilités que les évolutions du PLU offriront à terme.

Il convient à présent de lancer une procédure de concours restreint de maîtrise d'œuvre, conformément aux articles R. 2162-15 et suivants et R 2172-1 et suivants du code de la commande publique, en vue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre des travaux de construction de ce bâtiment.

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux - hors matériel sportif et mobilier - est estimée à 12 M € H.T.

Les équipes pluridisciplinaires de maîtrise d'œuvre (architectes, bureau d'études ...) qui seront admises à participer au concours remettront un projet de niveau esquisse. Elles se verront attribuer une prime dont le montant sera égal au prix estimé des études à effectuer par les candidats, affecté d'un abattement au plus égal à 20 %.

La procédure de concours prévoit l'intervention d'un jury.

Le jury sera présidé par le Maire ou son représentant, désigné par arrêté.

Le jury se réunira pour donner un avis sur les dossiers de candidatures et également sur les projets qui seront remis par les candidats qui auront été sélectionnés. Le jury

aura également à se prononcer sur le montant des primes attribuées aux candidats non retenus.

Ce jury sera composé :

- des membres élus de la commission d'appel d'offres qui sera constituée après les élections municipales

- de personnes qualifiées, à raison d'au moins 1/3 de l'ensemble des membres du jury, ayant la même qualification ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats (architectes, ingénieurs...).

Il est également possible de désigner comme membres du jury des « personnalités » ayant un intérêt particulier au regard de l'objet du concours (élus non membres de la CAO, utilisateurs des bâtiments faisant l'objet du concours...)

Les membres du jury autres que les membres élus de la CAO seront désignés par le président du jury.

Tous les membres du jury auront voix délibérative.

A l'issue de ce concours, il sera confié au maître d'œuvre une mission « de base » au sens de la loi MOP du 12 juillet 1985 codifiée au code de la commande publique, ainsi que les éléments de mission complémentaires « études d'exécution (EXE) » et « signalétique intérieure et extérieure au bâtiment »

Concernant le financement des travaux, qui reposera sur le budget de la Ville, il convient de solliciter l'ensemble des personnes publiques pour obtenir toute subvention possible.

En conséquence, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Approuver le programme de l'opération en vue du lancement de la procédure de concours de maîtrise d'œuvre des travaux de construction d'une tribune, d'un centre d'entraînement et de formation au rugby professionnel destiné à être loué au Biarritz Olympique ;
- Autoriser M. le Maire à solliciter toutes subventions auprès des Collectivités Territoriales (Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine, Conseil départemental des Pyrénées Atlantiques...) et de l'Etat (CNDS Centre National pour le Développement du Sport ou Agence du Sport appelée à remplacer le CNDS) à leur taux maximum autorisé, et à signer tous documents et pièces afférents à ces demandes de subventions

ADOpte

**M. BARUCQ, M. AMIGORENA, Mme DUBOURG, Mme ETCHEVERRY,
M. BOISSIER, Mme PRADIER, Mme MOTSCH, Mme HONTAS, Mme MIMIAGUE,
M. DE BAILLIENCOURT, Mme SAUZEAU votent contre**

6- Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) : Dossier d'approbation – Demande d'accord

Sur rapport de Monsieur DESTIZON :

La Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de Biarritz a été créée le 6 février 1996 à l'initiative de la ville, par arrêté de Monsieur le Préfet de Région. Elle a été modifiée par arrêté municipal du 17 mars 2009.

La loi 2010-788 du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, dite « loi Grenelle II », a substitué le dispositif des Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) à celui des Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP), avec pour ambition de développer une nouvelle approche de la gestion qualitative des territoires en intégrant à l'approche patrimoniale et urbaine des ZPPAUP les objectifs de développement durable.

Par délibération du 13 décembre 2013, le Conseil Municipal a décidé de prescrire la révision de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de Biarritz et sa transformation en Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

Depuis, la loi 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (loi LCAP) a modifié les dispositifs en matière de protection du patrimoine avec notamment la création des « Sites Patrimoniaux Remarquables » (SPR). Toutefois, les mesures transitoires incluses dans la loi prévoient que les projets d'AVAP mis à l'étude avant la date de publication de la loi sont instruits puis approuvés conformément aux articles L. 642-1 à L. 642-10 du code du patrimoine, dans leur rédaction antérieure à la loi.

En conséquence, compte tenu des évolutions législatives :

- La ZPPAUP de Biarritz est devenue depuis le 8 juillet 2016 un Site Patrimonial Remarquable (SPR). Le règlement applicable dans le SPR reste celui de la ZPPAUP.
- La procédure d'AVAP engagée par la Ville est poursuivie jusqu'à son terme. Au jour de sa création l'AVAP deviendra un SPR.

Sous la direction de la Ville et avec le concours de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), le dossier d'AVAP a été réalisé par le groupement chargé d'études (représenté par le cabinet GHECO – Bernard Wagon). La Commission Locale de l'AVAP (CL-AVAP), instance consultative, a été associée tout au long de l'élaboration de l'étude. Elle s'est réunie à 6 reprises.

Après examen au cas par cas, en application de l'article R.122-17-II du Code de l'environnement, le Préfet a décidé que le projet d'AVAP de Biarritz n'était pas soumis à évaluation environnementale (Arrêté préfectoral du 23 mai 2016).

En application des dispositions du Code de l'Urbanisme, une démarche de concertation a été mise en œuvre pendant toute la durée de l'élaboration du projet, associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées. Cette concertation s'est déroulée du 21 janvier 2015 jusqu'au 27 mars 2017. Le projet a fait l'objet de plusieurs publications et d'une réunion publique organisée le 12 janvier 2016 à l'auditorium du Centre de congrès Bellevue.

Le projet d'AVAP a fait l'objet d'un avis favorable de la CL-AVAP du 28 mars 2017, à l'unanimité des membres présents ou représentés, sous réserve de la prise en compte des points évoqués lors du débat qui devront faire l'objet de correctifs ou de compléments.

Le Conseil Municipal a arrêté le bilan de la concertation et arrêté le projet d'AVAP, par délibérations du 11 avril 2017.

En application de l'ancien article L.642-3 du Code Patrimoine, le projet arrêté a fait l'objet d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées à l'article L.153-54 du Code de l'Urbanisme. Une « réunion d'examen conjoint » a été organisée le 12 juin 2017 et des avis ont été émis avec des observations.

Lors de sa séance du 26 septembre 2017, la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture (CRPA) a émis un avis favorable au projet d'AVAP, à l'unanimité des membres votants.

Le projet d'AVAP a été soumis à enquête publique du 9 septembre 2019 au 11 octobre 2019 (Enquête Publique unique portant sur l'AVAP et la création de 3 Périmètre délimité des abords de Monuments Historiques (PDA)). Le dossier d'AVAP soumis à enquête publique correspondait à celui arrêté par le Conseil Municipal auquel était joint un document informatif présentant les propositions faites par la commune pour la prise en compte des observations des PPA et de la CL-AVAP du 28 mars 2017.

Dans son rapport du 8 novembre 2019, le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable sur le projet d'AVAP avec la réserve que soient intégrées toutes les propositions faites par la commune figurant dans le document informatif.

Le projet d'AVAP a été modifié pour tenir compte de l'avis du Commissaire enquêteur et pour intégrer certains ajustements, certaines corrections ou précisions issues des observations émises dans le cadre de l'enquête publique et qui ont fait l'objet d'un mémoire en réponse au Commissaire Enquêteur (annexé au rapport).

Les résultats de l'enquête publique et les propositions de modifications après celle-ci ont été présentées à la CL-AVAP du 5 décembre 2019, qui a émis un avis favorable sur le projet d'AVAP modifié.

Par courrier en date du 23 janvier 2020 Monsieur le Préfet des Pyrénées Atlantiques a donné son accord sur le dossier de projet d'AVAP modifié.

Le dossier d'AVAP est composé de 3 pièces principales :

- Le Rapport de présentation :

Il s'agit d'un « rapport de présentation des objectifs de l'aire », auquel est annexé le diagnostic architectural, patrimonial et environnemental. Sont également annexés au diagnostic : un recueil de documents principaux, un tableau informatif des immeubles protégés en 1^{ère} catégorie (Patrimoine bâti exceptionnel ou particulier), un plan de

report des périmètres de l'AVAP sur le cadastre de 1937, une étude générale des clôtures.

- Le Règlement (écrit) :

Le corps réglementaire de l'AVAP est constitué, de manière indissociable, de dispositions écrites et des documents graphiques (cf. article ci-après). Les dispositions écrites comportent des « prescriptions particulières » et des dispositions « cadre ». Les prescriptions sont justifiées et limitées aux enjeux mêmes de l'AVAP. Elles sont liées et proportionnées à la nature, aux caractéristiques, à l'intérêt des différents lieux à protéger et aux objectifs recherchés par cette protection. Pour une meilleure compréhension, elles sont accompagnées de recommandations qui viennent les préciser ou les illustrer.

- Les Pièces Graphiques :

Les documents graphiques délimitent le périmètre de l'AVAP. Il comprend différents secteurs caractéristiques de sites urbains ou naturels dont l'évolution du paysage et de l'aménagement de l'espace est assujettie à des prescriptions particulières. Il identifie huit « secteurs à projet » dont les capacités d'évolution ont été prises en compte.

La nomenclature de la légende traduit aussi bien la typologie des constructions selon leur niveau d'intérêt patrimonial et ses critères, que les dispositions propres aux immeubles devant répondre à des prescriptions particulières. Elle intègre : Patrimoine bâti exceptionnel ou particulier (1^{ère} catégorie), Patrimoine bâti typique ou remarquable (2^{ème} catégorie), Immeuble constitutif de l'ensemble urbain ou d'accompagnement (3^{ème} catégorie), Immeuble non repéré comme patrimoine architectural, Clôtures, Ordonnancement urbain à respecter, Passage public ou privé à maintenir, Elément architectural particulier, Espace minéral protégé, Espace public urbain protégé, Jardin d'agrément, Parcs et jardins, Masse boisée, Arbre isolé remarquable et arbres alignés.

A titre indicatif général, il peut être relevé que le projet d'AVAP modifié recouvre environ 644 ha du territoire communal (soit env. 55,2 %) et concerne 6 720 immeubles dont environ 24,3 % font l'objet d'une protection renforcée (1^{ère} et 2^{ème} catégories).

Ceci étant exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal a été invité à adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code du Patrimoine et notamment les articles L.631-1 et suivants (Sites Patrimoniaux Remarquables), les articles L.642-1 à L.642-10 dans leur rédaction antérieure à la loi LCAP visée ci-après (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine), les articles L.621-30 et suivants (Abords des Monuments historiques), les articles R621-92 et suivants (Abords des Monuments historiques),

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, dite « *loi Grenelle I* »,
 Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, dite « *loi Grenelle II* » et notamment l'article 28 portant sur les Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP),
 Vu la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (loi LCAP) et notamment l'article 112, 2^{ème} alinéa du II (ZPPAUP devenue SPR) et l'article 114 du II (mesures transitoires),
 Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN),
 Vu le décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP),
 Vu le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables et notamment l'article 4 portant sur la « Création et modification du périmètre délimité des abords »,
 Vu le décret n° 2019-617 du 21 juin 2019 relatif aux abords de monuments historiques, aux sites patrimoniaux remarquables et à la dispense de recours à un architecte pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole,
 Vu la circulaire du 2 mars 2012 (MCCC1206718C) relative aux Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP),
 Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 22 décembre 2003, modifié le 1er octobre 2004, le 7 avril 2005, le 3 novembre 2006, le 3 octobre 2008, le 23 avril 2010, le 4 novembre 2011, le 29 juin 2012, le 19 juillet 2013, le 9 novembre 2015, le 23 septembre 2017, le 20 juillet 2019.
 Vu les modifications simplifiées du PLU : n° 1 approuvée le 17 décembre 2014, et n°2 approuvée le 15 décembre 2018.
 Vu les révisions simplifiées du PLU n°1 et n°2 approuvées le 16 novembre 2007 et n°3 approuvée le 13 février 2009.
 Vu l'arrêté préfectoral du 6 février 1996 portant création de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de Biarritz,
 Vu l'arrêté Municipal du 17 mars 2009 modifiant la ZPPAUP,
 Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2013 prescrivant la révision de la ZPPAUP de Biarritz et sa transformation en AVAP, la désignation des membres de la Commission Locale de l'AVAP et les modalités de la concertation,
 Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17 avril 2014 portant sur la nouvelle désignation des membres du Conseil Municipal appelés à siéger à la Commission Locale de l'AVAP,
 Vu la délibération du Conseil Municipal du 11 avril 2017 arrêtant le bilan de la concertation,
 Vu la délibération du Conseil Municipal du 11 avril 2017 arrêtant le projet d'AVAP de Biarritz, et décidant de poursuivre la procédure d'AVAP et de poursuivre ou d'engager toutes actions ou procédures complémentaires notamment en termes de protection des abords des monuments historiques,
 Vu l'arrêté préfectoral (PA) du 23 mai 2016 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-17-II du Code de l'environnement, et ne soumettant pas l'élaboration de l'AVAP de Biarritz à évaluation environnementale,
 Vu les conclusions de la Commission Locale de l'AVAP du 28 mars 2017 émettant un avis favorable au projet d'AVAP, sous réserve de la prise en considération de quelques observations qui ne remettent pas en cause l'économie générale du document,

Vu l'avis favorable au projet d'AVAP, à l'unanimité des membres votant, de la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture (CRPA) réunie le 26 septembre 2017,

Vu la saisine des Personnes Publiques Associées (PPA) en date du 27 avril 2017, et les avis émis,

Vu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur du 8 novembre 2019, et notamment son avis favorable assorti d'une réserve,

Vu l'avis favorable de la Commission Locale de l'AVAP du 5 décembre 2019 sur le projet de dossier d'AVAP modifié suite à l'enquête publique,

Vu l'accord du préfet des Pyrénées Atlantiques du 23 janvier 2020 sur le projet de dossier d'AVAP modifié suite à l'enquête publique,

Vu le dossier de projet d'AVAP joint à la présente délibération,

ENTENDU l'exposé de présentation

CONSIDERANT QUE le projet d'AVAP répond aux objectifs fixés par la délibération du Conseil Municipal du 13 décembre 2013,

CONSIDERANT QUE l'AVAP vise notamment à garantir la protection et la mise en valeur du patrimoine (pris au sens général dans toutes ses déclinaisons), dont les intérêts s'expriment de multiples manières : urbaine, architecturale, paysagère, historique, archéologique et culturelle.

CONSIDERANT que le projet d'AVAP soumis à l'enquête publique a fait l'objet d'un avis favorable du Commissaire Enquêteur assorti d'une réserve,

CONSIDERANT QUE le projet d'AVAP, après enquête publique a fait l'objet d'ajustements et de précisions, découlant soit des avis des Personnes Publiques Associées et de la Commission Locale de l'AVAP, soit de l'avis du Commissaire Enquêteur (prise en compte de la réserve), soit des observations émises lors de l'enquête publique, qui ne modifient pas l'économie générale des dispositions du document,

CONSIDERANT QUE le projet d'AVAP modifié a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Locale de l'AVAP et d'un accord de Monsieur le Préfet des Pyrénées Atlantiques.

DECIDE

D'APPROUVER le projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Biarritz, qui par l'effet de la loi LCAP du 7 juillet 2016 devient immédiatement un Site Patrimonial Remarquable (SPR), tel qu'il a reçu l'accord de Monsieur le Préfet des Pyrénées Atlantiques et tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

DE PRECISER que l'AVAP annule et remplace la ZPPAUP devenue SPR ;

DE DIRE que l'AVAP/SPR au Plan Local d'Urbanisme de Biarritz en application de l'article L.151-43 du Code de l'Urbanisme ;

DE DIRE que la présente délibération a été affichée en Mairie (durant un mois à compter de son adoption), a fait l'objet d'une mention dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département et sera publiée au recueil des actes administratifs ;

DE DIRE que le dossier d'AVAP sera tenu à la disposition du public en Mairie de Biarritz et sera consultable sur le site internet officiel de la Ville.

ADOpte

7 -Parcelle BW n°167 Rue Pierre de Chevigné : Décision de rachat à la SAFER

Sur rapport de Monsieur DESTIZON :

Par délibération du conseil municipal en date du 8 février 2019, vous avez autorisé le rachat à la SAFER après préemption, de la parcelle sise rue Pierre de Chevigné à Biarritz cadastrée BW n°162 (3 260 m²) au prix de 5 000 € : prix principal de 3 260 € et les frais d'intervention SAFER pour 1 740 €. La promesse unilatérale d'achat avait été signée le 13 février 2019 avec levée option au plus tard le 30 septembre 2019.

Dans le cadre des négociations amiables avec le propriétaire concerné et l'acquéreur évincé de la préemption, l'ensemble des parties ont trouvé un accord sur la répartition, dans l'intérêt des deux parties, du terrain préempté défini sur le plan du nouveau document d'arpentage ci-joint ; ainsi, la SAFER rétrocéderait à la Commune la parcelle BW n°167 d'une contenance cadastrale de 863 m², foncier nécessaire permettant la possibilité de poursuivre le chemin des lacs et la continuité piétonne dans cette coulée verte.

La SAFER nous transmet une nouvelle promesse unilatérale d'achat du bien ci-jointe ainsi que le nouveau document d'arpentage.

En conséquence, le Conseil Municipal a été invité à :

- s'engager à acquérir à la SAFER la parcelle BW n°167, sise à Biarritz rue Pierre de Chevigné, d'une contenance cadastrale de 863 m², au prix d'achat de 2800 euros incluant les frais d'intervention de la SAFER ; prix qui se décompose comme suit : prix principal de 863 € et frais d'intervention SAFER incluant les frais notariés d'acquisition répercutés, frais de dossier forfaitaire, frais de stockage d'un montant de 1937 €,
- autoriser Monsieur le Maire, ou un adjoint ayant la délégation générale, à signer la nouvelle promesse unilatérale d'achat avec la SAFER ci-annexée à la présente,
- autoriser Monsieur le Maire, ou un adjoint ayant la délégation générale, à signer l'acte authentique à intervenir, ainsi que toutes les pièces utiles en l'objet,
- décider la prise en charge de tous les frais afférents à cette transaction.

ADOpte

8- Crampotte 30 – Port des Pêcheurs – autorisation de signature d'un avenant de transfert

Sur rapport de Monsieur CLAVERIE :

Par convention signée le 4 juillet 2018 la Ville de Biarritz a autorisé Madame ROLLAND à exploiter la Crampotte 30 située au Port des Pêcheurs afin d'y exercer une activité de petite restauration.

Madame Rolland a souhaité associer son fils à cette activité. Dans cette optique, la Société « SWELL » a été créée, S.A.R.L. dont Arthur et Sophie Rolland sont les deux gérants.

La Société, au capital social de 16 000 € et dont le siège est situé Port des pêcheurs à Biarritz, présente toutes les garanties professionnelles et financières nécessaires.

Il a été demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer l'avenant de transfert.

ADOpte

9- Locaux commerciaux du Casino - « Bar de la Plage » - Autorisation de signature d'un avenant

Sur rapport de Monsieur CLAVERIE :

Par contrat d'occupation du domaine public en date du 17 février 2015, la Ville de Biarritz a confié à La S.A.S. LA PLAGe l'exploitation du local commercial dit « G1 » situé dans l'ensemble immobilier du Casino Municipal, sous l'enseigne « le bar de la plage ».

Le contrat arrivera à expiration le 31 décembre 2021.

Un premier avenant avait été décidé en 2016, réduisant, à la demande de l'exploitant, l'ouverture hivernale du bar.

L'exploitant nous ayant informé en octobre 2019 des difficultés financières persistantes rencontrées par l'établissement, de nouvelles adaptations sont nécessaires, qui doivent faire l'objet d'un avenant n°2 :

- Aménagement des périodes d'ouverture, au vu du constat des pertes d'exploitation importantes en basse saison. Le bar de la plage sera fermé de la fin des vacances de Toussaint jusqu'au début des vacances ou week-end de Pâques, sauf pendant les vacances scolaires de Noël où le bar sera ouvert.
- Prolongation de 3 ans de la durée de la convention, afin de permettre :
 - un apurement de la dette (Ville, fournisseur...) sans mettre en danger la pérennité de l'entreprise
 - la mise en œuvre d'un concept modifié pour relancer l'activité
- Transformation du concept en bar à cocktail, plus rémunératrice, en simplifiant l'offre de restauration

Il a été proposé au Conseil Municipal d'autoriser la signature, par M. le Maire, de l'avenant n°2 correspondant.

ADOPTE
M. VIAL et Mme DARRIGADE s'abstiennent

10 - Cession amiable d'un immeuble communal situé à Anglet, 7 rue de Lavigne (propriété ex Biqueyrie) – appel à candidatures - désignation du candidat retenu

Sur rapport de Monsieur DESTIZON :

Par délibération en date du 10 avril 2019, le conseil municipal a autorisé le lancement d'un appel à candidatures en vue de la cession amiable d'un immeuble communal situé à Anglet, 7 rue de Lavigne (propriété ex Biqueyrie - avec le bien occupé jusqu'à fin 2021).

Un appel à candidatures a ainsi été lancé le 20 mai 2019 dans différents supports (Sud-Ouest, Petites affiches du Pays Basque...).

Nous avons reçu 2 dossiers de candidatures de promoteurs :

- Dossier du Groupe Edouard Denis / SARL Dunes des Flandres, qui propose un projet de 20 logements collectifs en accession libre (799 m2) et 3 lots à bâtir (400m2 l'unité)
- Dossier de la BECITY GRAND OUEST (groupe BECI), qui présente un projet de réalisation de 7 maisons individuelles d'environ 100 m² de surface habitable.

La Commission chargée de l'analyse des offres, réunie le 9 octobre 2019, a proposé de retenir le projet de la BECITY GRAND OUEST (groupe BECI), qui apparaît en conformité avec le PLU d'Anglet (pas d'obligation de logements sociaux en dessous de 800m2 de construction), contrairement au projet de son concurrent.

Les prix proposés par les candidats sont très proches, l'offre du candidat BECITY GRAND OUEST, étant légèrement inférieure à celle de son concurrent (950 000 € pour le premier et 975 000 € pour le second).

La Ville d'Anglet a été consultée sur les 2 projets, et nous a informés de son souhait que l'opération prenne la forme d'habitat individuel, le foncier cédé se situant sur les coteaux de l'aéroport, dans un environnement relativement boisé et à dominante pavillonnaire.

Il est précisé que les critères de jugement des projets prévus au cahier des charges étaient les suivants :

- Offre de prix
- Etendue des conditions suspensives
- Capacité des candidats à respecter leurs engagements

Le prix proposé par BECITY GRAND OUEST de 950 000 €, est supérieur à l'estimation domaniale jointe délivrée le 24 octobre 2019 (660 000 €).

L'emprise de la parcelle CV n°59 grevée de l'emplacement réservé n°128 au PLU d'Anglet pour élargissement de la route de Lavigne, d'une contenance cadastrale de 245 m², sera rétrocédée directement par la Ville de Biarritz à la Ville d'Anglet, suite à sa demande. Un document d'arpentage sera dressé par un géomètre pour détacher cette emprise.

En conséquence, il a été proposé au Conseil Municipal :

- De céder l'immeuble communal situé à Anglet, 7 rue de Lavigne (propriété ex Bigueyrie – avec le bien occupé jusqu'à fin 2021), cadastré comme suit :

- CV n°59P d'une contenance cadastrale d'environ 3085 m² après distraction de la partie de 245 m² grevée de l'emplacement réservé pour élargissement de la route de Lavigne, terrain constructible,
- CV n°58 d'une contenance cadastrale de 4150 m², terrain non constructible boisé.

à BECITY GRAND OUEST / groupe BECI S.A.S. Holding Immobilier, pour un montant de 950 000 € net vendeur et hors frais dans les conditions précitées.

- De décider, corrélativement à l'acte de cession précité, la rétrocession à la commune d'Anglet, à titre gratuit, de la partie de terrain grevée d'un emplacement réservé n°128 au PLU d'Anglet pour élargissement de la route de Lavigne selon plan d'alignement ci-annexé, d'une contenance cadastrale de 245 m²,

- D'autoriser M. le Maire à signer tous actes et documents nécessaires à la concrétisation des présentes cessions.

ADOPTÉ

11- Communauté d'Agglomération Pays-Basque – compétence optionnelle « création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire » - convention d'une durée de 18 mois – autorisation de signature

Sur rapport de Monsieur BONNAMY :

Par délibération en date du 16 décembre 2017, le Conseil communautaire a fait le choix d'exercer sur son territoire, la compétence optionnelle « *création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire* », comme le permet l'article L.5216-5-II du C.C.G.T. et en continuité de la compétence auparavant exercée par l'Agglomération Côte Basque Adour.

Par la suite, par délibération en date du 15 décembre 2018, le Conseil communautaire a précisé le processus de définition de l'intérêt communautaire de cette compétence, qui devait se dérouler en trois étapes à compter du 1^{er} janvier 2019.

Une première convention a été conclue entre la Ville de Biarritz et la Communauté d'agglomération Pays-Basque, afin que la Ville assure les missions de la Communauté d'agglomération pour une période de 6 mois, du 1^{er} janvier au 30 juin 2019.

Afin de donner le temps nécessaire à la Communauté d'agglomération Pays Basque (C.A.P.B.) de préciser les contours de l'intérêt communautaire, les conditions d'exercice de la compétence et de mettre en place une organisation intégrée et opérationnelle, il est proposé aujourd'hui de signer une nouvelle convention permettant de prolonger ce mécanisme à compter du 1^{er} juillet 2019 et pour une durée maximale de 18 mois soit jusqu'au 31 décembre 2020.

En effet, il convient que la Communauté d'agglomération Pays Basque puisse, à titre transitoire, s'appuyer sur les services des Communes, lesquels sont les mieux à même d'assurer les impératifs de continuité et de sécurité des services sur le territoire communal, principalement pour la gestion de l'entretien courant des voiries communales classées d'intérêt communautaire.

L'article L.5215-27 du C.G.C.T. prévoit que la Communauté d'Agglomération « *peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public* ».

Il a été proposé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser M. le Maire à signer la convention avec la C.A.P.B. précisant les conditions de l'exercice provisoire par la Ville de Biarritz, pour une durée maximale de 18 mois, des missions relevant de la Communauté d'Agglomération au titre de sa nouvelle compétence.

ADOpte

12 - Bars-restaurants du Port des Pêcheurs « Le Corsaire » et « La Casa Juan Pedro » : autorisation de signature d'avenants de prolongation

Sur rapport de Monsieur CLAVERIE :

Par contrats d'occupation du domaine public signés le 03 mai 2010, la Ville a confié l'exploitation des bar-restaurants « Le Corsaire » et « La Casa Juan Pedro » respectivement à la S.A.R.L. Le Corsaire et à M. FAUTHOUX, et ce pour une durée de 10 ans.

Les deux contrats arrivent à échéance le 31 mars 2020 et les consultations afin de remettre en concurrence l'attribution de ces emplacements devaient donc être relancées.

Cependant un projet de réaménagement global du Port des Pêcheurs est à l'étude, projet impactant les conditions d'exploitation des deux bar-restaurant. Se posent plus particulièrement les questions de la redéfinition des espaces dédiés aux terrasses ainsi que de l'adoption d'une charte terrasse propre au Port des Pêcheurs.

Un maître d'œuvre travaille actuellement sur ces sujets. Dans l'attente de ces éléments, les cahiers des charges ne peuvent être finalisés. Il convient donc de prolonger les contrats jusqu'au 31 décembre 2020.

Il a été demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer les deux avenants de prolongation.

ADOpte

13 - Bar-restaurant « Chez Albert » - Autorisation de signature d'un avenant de transfert-

Sur rapport de Monsieur CLAVERIE :

Par délibération en date du 28 juin 2018, le conseil municipal a autorisé la signature d'un contrat d'occupation du domaine public avec la SA La Maison des Pêcheurs pour l'exploitation du bar-restaurant « Chez Albert ».

Depuis la signature du contrat, M. Bruno Gracia, gérant de la société, nous a informés de son intention de céder le fonds de commerce à son bras droit, M. Stéphane Blanc, employé chez « Albert » depuis 12 ans.

Une nouvelle société serait créée, la S.A.S. « la Pointe des Blagueurs », qui comprendrait 4 associés : M. BLANC, la Maison des pêcheurs, la société financière Desport et M. J.M. Charritton.

Le projet d'exploitation, et notamment la carte, serait inchangé.

L'enseigne resterait identique (CHEZ ALBERT)

Les seuls changements à intervenir concerneraient la période d'ouverture annuelle élargie, le restaurant prévoyant notamment désormais une ouverture pendant les fêtes de fin d'année.

Il a été proposé au Conseil Municipal d'autoriser la signature, par M. le Maire, de l'avenant de transfert du contrat à la S.A.S. « la Pointe des Blagueurs ».

ADOpte

14 - Festival « Les Beaux jours » : Vote des tarifs - modification

Sur rapport de Madame CASTAGNEDE :

Il a été proposé au Conseil Municipal de voter les nouveaux tarifs du festival *Les Beaux jours* qui se tiendra cette année du 10 au 18 avril. Ils visent à augmenter le taux de fréquentation du festival, notamment via la mise en place d'une politique tarifaire plus attractive pour les tarifs réduits (c'est-à-dire les bénéficiaires des minima sociaux, les étudiants, les demandeurs d'emploi, etc.). Ces tarifs réduits s'appliquent aussi bien aux places à l'unité qu'aux abonnements 2 et 3 concerts.

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter les tarifs suivants et de les conserver jusqu'à un nouveau vote.

Ainsi, les prix des places proposés à l'unité sont les suivants :

Catégorie 1 : Plein Tarif 35€ et Tarif Réduit 20€

Catégorie 2 : Plein Tarif 25€ et Tarif Réduit 13€

Ces tarifs s'appliquent aux concerts suivants :

- le 14 avril, Soirée Polyphonie : Quatuor Arod // Belugueta ;
- le 15 avril, Lea Desandre et l'ensemble Jupiter ;
- le 16 avril, Kyle Eastwood ;
- le 17 avril, Erik Truffaz Quartet.

Pour les concerts d'ouverture (Zygel/Manoukian) et de clôture (sœurs Labèque), les tarifs proposés sont les suivants :

Catégorie 1 Plein Tarif 40€ et Tarif Réduit 25€

Catégorie 2 Plein Tarif 30€ et Tarif Réduit 18€

Enfin, le prix des places proposés dans le cadre des abonnements sont les suivants :

Pass 2 concerts :

- **Catégorie 1** Plein Tarif 66€ et Tarif Réduit 36€

- **Catégorie 2** Plein Tarif 46€ et Tarif Réduit 22€

Pass 3 concerts:

- **Catégorie 1** Plein Tarif 84€ et Tarif Réduit 51€

- **Catégorie 2** Plein Tarif 60€ et Tarif Réduit 30€

En outre, les billets seront proposés à 10€ pour les moins de 20 ans dans l'heure qui précède les concerts, dans la limite des places disponibles et sur présentation d'une pièce d'identité.

Le tarif réduit s'applique aux publics suivants : détenteurs de la carte synergie, de la carte Atabal, de la carte Permission de minuit, étudiants de moins de 26 ans, élèves et professeurs du Conservatoire Maurice Ravel Pays Basque, Amis de l'OSPB, demandeurs d'emploi, bénéficiaires de l'AAH, groupe de 10 personnes et plus, Amis du Malandain Ballet Biarritz.

Pour information, frais de location pratiqués :

Biarritz Tourisme : 2€/billet ou 1€/billet (abonnement).

L'Office de Tourisme d'Anglet: 1,50€/billet ou 1€/billet (abonnement).

L'Office de Tourisme de Bayonne: 1€/billet

ADOPTÉ

15 - Ecole élémentaire Jules Ferry et école maternelle Sévigné : Décision d'approbation de la fusion administrative

Sur rapport de Madame CLARACQ :

La politique rigoureuse de dotation de poste d'enseignants sur le département conduit à travailler, en concertation avec l'Education Nationale, sur la restructuration du tissu scolaire, l'attractivité des écoles et la consolidation des effectifs.

Les écoles Jules Ferry et Sévigné, mitoyennes, sont les seules sur la commune à ne pas constituer de groupe scolaire.

Dans un contexte sensible de recherche du maintien des effectifs, le regroupement administratif des écoles maternelles et élémentaires permet d'assurer un vivier le plus maîtrisé possible depuis la maternelle jusqu'au collège Jean Rostand.

Il s'agit également d'adapter le tissu scolaire à l'évolution du métier de directeur d'école, avec une seule direction pour les deux écoles, de maintenir une structure bien adaptée aux besoins des élèves avec des espaces pensés pour les apprentissages (sur les 2 sites) et enfin conserver une équipe enseignante de qualité en investissant de nombreux projets pédagogiques communs.

L'école Sévigné, fragilisée avec 2 classes, serait donc consolidée et pourrait accueillir plus d'effectifs. En effet, dans le cadre d'une fusion administrative, l'ensemble des effectifs des sites est confondu.

Les deux sites sont donc conservés, avec une direction commune, afin de limiter les effets de fermeture de classe à court ou moyen terme. La synergie entre la maternelle et l'élémentaire est assurée au moyen notamment de projets pédagogiques communs.

Plusieurs étapes du processus complet vers la fusion administrative ont été réalisées :

- L'Inspectrice de Circonscription a convié l'ensemble des parents pour une réunion d'information lors de laquelle elle a exposé les arguments en faveur de la fusion, évoqués ci-dessus.
- Suite à cette réunion, un questionnaire a été adressé aux parents des deux écoles afin de connaître leur avis.
- Le recueil du positionnement des familles a permis de dégager une tendance favorable au projet de fusion.
- Deux conseils d'école extraordinaires pour avis consultatif se sont tenus : 1 favorable (Jules Ferry) / 1 défavorable (Sévigné)
- L'inspectrice de circonscription a émis un avis favorable au projet de fusion

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il a été demandé au Conseil Municipal d'approuver la décision de fusion des écoles Jules Ferry et Sévigné pour la rentrée 2020/2021.

ADOPTÉ

16 - Indemnité d'Administration et de Technicité : décision d'augmentation du coefficient pour les agents de la Police municipale

Sur rapport de Monsieur VIAL : :

Compte tenu des textes en vigueur, les agents de la Police municipale n'ouvrent pas droit au RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) appliqué aux autres agents de la collectivité et dont vous avez défini les modalités d'application par délibération en date du 21 novembre 2016.

Les montants de référence des deux groupes de catégorie C, des groupes 2 et 3 de catégorie B et du groupe 4 de catégorie A, ayant été revus à la hausse pour un total de 478 agents concernés, il apparaît juste d'augmenter d'un même montant l'IAT des agents de Police municipale y ouvrant droit et de porter à 2,5 le coefficient appliqué aux montants de référence fixés par les textes, ce qui représente une augmentation de 19,58€ à 20,66€ selon leur grade par mois et par agent.

Cette indemnité, dont le montant global mensuel variera donc de 97,89€ à 103,32€ selon les grades, vient en complément de l'indemnité spéciale mensuelle de fonction des agents et chefs de service de Police municipale qu'ils perçoivent déjà (20% de leur traitement mensuel brut pour les agents du cadre d'emplois des agents de Police municipale soit un montant mensuel variant de 328,96€ à 422,68€).

Pour mémoire :

- Délibération en date du 26 septembre 2014 instaurant le versement de l'IAT aux agents de la filière Police municipale y ouvrant droit avec application d'un coefficient de 0,5 aux montants de référence fixés par les textes
- Délibération en date du 30 septembre 2015 portant ce coefficient à 1,5
- Délibération en date du 28 juin 2018 portant ce coefficient à 2

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir valider le coefficient d'IAT porté à 2,5 pour les agents de la Police Municipale.

ADOPTE

17 - BUDGET 2020 : Vote par anticipation des crédits d'investissement

Sur rapport de Monsieur LAFITE :

En application des dispositions de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le vote de crédits de dépenses d'investissement détaillées ci-après à engager avant le vote du **Budget Primitif 2020**.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT BUDGET PRINCIPAL

Gest.	Chap.	Nat.	Fonc.	Ant.	Opé.	Libellé compte	Vote par anticipation
0102	21	2188	020			AUTRES BATIMENTS PUBLICS	5 000 €
0103	21	2188	020			AUTRES IMMO CORPORELLES	5 000 €
011201	21	2188	114			AUTRES IMMO CORPORELLES	20 000 €
010301	21	2188	025	BATAD0251		AUTRES IMMO CORPORELLES	3 000 €
010501	21	2168	321	BATCU3211		AUTRES COLLECT° ET OEUVRES ART	9 000 €
010501	21	2188	321	BATCU3211		AUTRES IMMO CORPORELLES	1 000 €
010901	21	2188	421	BATSP4211		AUTRES IMMO CORPORELLES	2 000 €
0116	20	2051	020			CONCESSIONS, DROITS SIMILAIRES	15 000 €
0116	21	2183	020			MAT.DE BUREAU ET MAT.INFORM.	15 323 €
0117	20	2031	824			FRAIS D'ÉTUDES	10 000 €
0117	23	2315	811			INSTAL., MAT.ET OUT. TECH.	16 943 €
0117	23	2315	814			INSTAL., MAT.ET OUT. TECH.	45 375 €
0117	23	2315	814		0245	INSTAL., MAT.ET OUT. TECH.	215 000 €
0117	23	2315	814		0248	INSTAL., MAT.ET OUT. TECH.	100 000 €
0117	23	2315	816			INSTAL., MAT.ET OUT. TECH.	52 300 €
0117	23	2315	816		0247	INSTAL., MAT.ET OUT. TECH.	50 000 €
0117	23	2315	822		0246	INSTAL., MAT.ET OUT. TECH.	90 000 €
0118	21	2151	020	SERV0208		RÉSEAUX DE VOIRIE	10 000 €
0118	21	2152	822			INSTALLATIONS DE VOIRIE	30 000 €
0118	21	21534	814			RÉSEAUX D'ÉLECTRIFICATION	40 000 €
0118	21	2182	020			MATÉRIEL DE TRANSPORT	100 000 €
0118	21	2188	813			AUTRES IMMO CORPORELLES	30 000 €
0118	21	2188	821	SERVDI8211		AUTRES IMMO CORPORELLES	30 000 €
0118	23	2313	020	SERV0208		CONSTRUCTIONS	30 000 €
0118	23	2313	822			CONSTRUCTIONS	40 000 €
0119	21	2121	823			PLANT. D'ARBRES ET D'ARBUSTES	15 000 €
0119	21	2128	823			AUTR AGENC. ET AMÉNAG.TERRAINS	10 000 €
0119	21	2152	823			INSTALLATIONS DE VOIRIE	10 000 €
0119	21	2158	823			AUTRES INST. MAT. OUTIL. TECHN	45 000 €
0119	21	2181	823			INSTAL. GÉN., AG. ET AM. DIV.	10 000 €
0119	21	2184	823			MOBILIER	2 000 €
0119	21	2188	823			AUTRES IMMO CORPORELLES	5 000 €
0119	23	2318	823			AUTRES IMMO. CORPOR. EN COURS	60 000 €
0124	20	2031	810			FRAIS D'ÉTUDES	20 000 €
012602	23	2313	020			CONSTRUCTIONS	40 000 €
012602	23	2313	020	BATAD0200		CONSTRUCTIONS	4 000 €

012602	23	2313	020	BATAD02014		CONSTRUCTIONS	350 €
Gest.	Chap.	Nat.	Fonc.	Ant.	Opé.	Libellé compte	Vote par anticipation
012602	23	2313	020	BATAD02016		CONSTRUCTIONS	500 €
012602	23	2313	025	BATAD0251		CONSTRUCTIONS	360 €
012602	23	2313	025	BATAD0252		CONSTRUCTIONS	70 €
012602	23	2313	025	BATAD02523		CONSTRUCTIONS	210 €
012602	23	2313	025	BATAD0254		CONSTRUCTIONS	60 €
012602	23	2313	112			CONSTRUCTIONS	50 €
012602	23	2313	20	BATSC202		CONSTRUCTIONS	65 €
012602	23	2313	211	BATSC2111		CONSTRUCTIONS	290 €
012602	23	2313	211	BATSC2112		CONSTRUCTIONS	70 €
012602	23	2313	211	BATSC2113		CONSTRUCTIONS	210 €
012602	23	2313	211	BATSC2115		CONSTRUCTIONS	135 €
012602	23	2313	211	BATSC2116		CONSTRUCTIONS	160 €
012602	23	2313	212	BATSC2121		CONSTRUCTIONS	260 €
012602	23	2313	212	BATSC2122		CONSTRUCTIONS	240 €
012602	23	2313	212	BATSC2123		CONSTRUCTIONS	205 €
012602	23	2313	212	BATSC2124		CONSTRUCTIONS	380 €
012602	23	2313	212	BATSC2125		CONSTRUCTIONS	225 €
012602	23	2313	212	BATSC2126		CONSTRUCTIONS	290 €
012602	23	2313	212	BATSC2127		CONSTRUCTIONS	70 €
012602	23	2313	321	BATCU3211		CONSTRUCTIONS	10 646 €
012602	23	2313	322	BATCU3222		CONSTRUCTIONS	350 €
012602	23	2313	411	BATSP4111		CONSTRUCTIONS	105 €
012602	23	2313	411	BATSP4112		CONSTRUCTIONS	220 €
012602	23	2313	411	BATSP4113		CONSTRUCTIONS	80 €
012602	23	2313	411	BATSP4116		CONSTRUCTIONS	200 €
012602	23	2313	412	BATSP4121		CONSTRUCTIONS	575 €
012602	23	2313	412	BATSP4123		CONSTRUCTIONS	25 €
012602	23	2313	413			CONSTRUCTIONS	3 500 €
012602	23	2313	414	BATSP4147		CONSTRUCTIONS	35 €
012602	23	2313	414	BATSP4148		CONSTRUCTIONS	130 €
012602	23	2313	421	BATSP4212		CONSTRUCTIONS	100 €
012602	23	2313	422			CONSTRUCTIONS	130 €
012602	23	2313	61	BATSO611		CONSTRUCTIONS	1 400 €
012602	23	2313	61	BATSO6112		CONSTRUCTIONS	200 €
012602	23	2313	64	BATSO641		CONSTRUCTIONS	500 €
012602	23	2313	64	BATSO642		CONSTRUCTIONS	400 €
0129	20	2031	020			FRAIS D'ÉTUDES	15 000 €

0129	20	2031	832			FRAIS D'ÉTUDES	2 000 €
0129	23	2313	414			CONSTRUCTIONS	30 000 €
Gest.	Chap.	Nat.	Fonc.	Ant.	Opé.	Libellé compte	Vote par anticipation
0129	23	2315	822			INSTAL., MAT.ET OUT. TECH.	30 000 €
012602	23	2313	020	BATAD02014	0126	CONSTRUCTIONS	15 000 €
012602	23	2313	61		0202	CONSTRUCTIONS	115 000 €
012602	23	2313	025	BATAD0252	0153	CONSTRUCTIONS	30 000 €
012602	23	2313	020	BATAD02013	0244	CONSTRUCTIONS	135 000 €
0129	23	2315	822		0166	INSTAL., MAT.ET OUT. TECH.	50 000 €
0117	23	2315	824		0167	INSTAL., MAT.ET OUT. TECH.	100 000 €
012601	23	2312	833	SERVDI8333	0168	AGENC. ET AMÉNAG. DE TERRAINS	150 000 €
012601	23	2312	833	SERVDI8332	0169	AGENC. ET AMÉNAG. DE TERRAINS	350 000 €
0116	20	2031	020		0172	FRAIS D'ÉTUDES	38 160 €
0116	20	2051	020		0172	CONCESSIONS, DROITS SIMILAIRES	3 600 €
0116	21	2183	020		0172	MAT.DE BUREAU ET MAT.INFORM.	7 542 €
0129	23	2315	822		0176	INSTAL., MAT.ET OUT. TECH.	10 000 €
0129	23	2315	822		0178	INSTAL., MAT.ET OUT. TECH.	30 000 €
0129	23	2318	833	SERVDI8332	0180	AUTRES IMMO. CORPOR. EN COURS	20 000 €
0117	23	2315	822		0195	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHN.	300 000 €
0117	23	2315	814		0199	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHN.	85 000 €
0129	23	2315	822		0211	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHN.	50 000 €
0129	23	2315	822		0228	INSTALLATIONS, MATERIEL	3 000 €
012602	23	2313	413		0241	CONSTRUCTIONS	5 000 €
0129	23	2318	824		0242	INSTALLATIONS, MATERIEL	80 000 €
TOTAL DES DEPENSES							2 863 039 €

BUDGET ANNEXE SPIC TVA

Gest.	Chap.	Nat.		Opération		Vote par anticipation
012602	23	2313		0001_CAS	CONSTRUCTIONS CASINO	66 000 €
012602	23	2313		0003_GAR	CONSTRUCTIONS GARE DU MIDI	25 000 €
012602	23	2313		0006	CONSTRUCTIONS MUSEE DE LA MER	100 000 €
012602	23	2313		0007	CONSTRUCTIONS LE ROYAL	30 000 €
012602	23	2313		0008	CONSTRUCTIONS GOLF	40 000 €
012602	23	2313		0009	CONSTRUCTIONS ATABAL	2 000 €
TOTAL DES DEPENSES H.T.						263 000 €

ADOpte

Mme HONTAS, M. BOISSIER, M. AMIGORENA, Mme MOTSCH, M. TARDITS, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA, M. PUYAU, M. DOMEGE, Mme DARRIGADE, Mme AROSTEGUY, M. CHAZOILLERES S'ABSTIENNENT

18 - Ligne de trésorerie DES BUDGETS ANNEXES : Décision de renouvellement

Sur rapport de Monsieur LAFITE :

Dans le cadre de la délégation d'attribution au maire prévue à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, une ligne de crédit de trésorerie pour un montant global de cinq millions d'euros a été renouvelée auprès de la Banque ARKEA dans le cadre du budget principal.

Cette ligne de crédit est destinée à faire face aux besoins ponctuels de trésorerie liés à l'avance de la TVA compensée avec un décalage et à l'encaissement a posteriori des subventions extérieures accordées par les collectivités territoriales ou organismes partenaires sur les opérations d'investissement.

En outre, pour assurer la trésorerie des opérations propres aux trois budgets annexes des immeubles et activités soumis à TVA, de la ZAC Kléber et de la zone Aguiléra, il convient de contracter une ligne de trésorerie complémentaire permettant d'assurer le lien d'une part, avec l'encaissement a posteriori des subventions extérieures accordées par les collectivités territoriales ou organismes partenaires sur les opérations d'investissement et d'autre part, entre l'encaissement des produits de cession des terrains à aménager.

Dans ces conditions, une consultation a été réalisée auprès des organismes bancaires pour obtenir les meilleures conditions financières pour une ligne de crédit de trésorerie spécifique de quatre millions d'euros pour une durée de 12 mois.

Après examen de la Commission des Finances qui s'est tenue le 10 février 2020, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer une convention d'ouverture de ligne de trésorerie pour un montant de quatre millions d'euros avec la Banque ARKEA B.E.I. aux conditions ci-détaillées :

- index de tirage : TI3M (Euribor 3 mois moyenné) flooré à 0%
- marge : 0.32 %,
- jour de valeur : J + 1,
- durée : 12 mois à compter de la signature
- base de calcul des intérêts : 30 / 360 jours,
- commission d'engagement : 2 800 €,
- commission de non utilisation : 0%,
- périodicité de facturation des intérêts : trimestrielle à terme échu.

ADOpte

19 - Associations et organismes divers : Acomptes sur subventions et subvention de fonctionnement pour 2020 – Autorisation de versement

Sur rapport de Monsieur LAFITE :

En vue de permettre à plusieurs associations locales et organismes de fonctionner normalement dès le début de l'année 2020 et après examen de la commission des finances réunie le **10/02/2020** il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider :

- de l'attribution d'acomptes de subventions pour les associations et organismes suivants :

BUDGET PRINCIPAL

Article	Fonction	Bénéficiaire	Montant
65737	95	Biarritz Tourisme	530 000
657362	520	C.C.A.S. de Biarritz	475 000
65741	33	Ballet de Biarritz	149 100
65741	33	Théâtre du Versant	21 000
65741	33	Biarritz Culture	268 400
65741	33	Amis du Musée Historique de Biarritz	6 000
65741	33	Académie Internationale de Musique	10 000
65741	33	Itsas Soinua	10 000
65741	40	Biarritz Association Surf Clubs	30 000
65741	40	Académie Basque du Sport	15 000
65741	40	Biarritz Olympique Omnisports	93 333
65741	40	Biarritz Olympique Rugby	100 000
65741	40	Uda Leku	15 000
65742	40	Assos Alaï (Teenage Rampage du 16/02/2020)	2 500
65742	40	Biarritz Sport Santé (Biarritz en Forme)	25 000
65742	33	F.I.P.A. DOC	110 000
65742	33	Biarritz festivals	100 000
65741	422	Association Sportive Les Gazelles (Séjour classe de neige Gourette 22 au 27/03/2020)	1 000
65741	520	Atherbea (Dispositif d'accueil des personnes en précarité)	27 953
65741	520	Centre Social Maria Pia	30 000
65741	520	Comité des Œuvres Sociales	10 000
65741	520	Elgarri. Epicerie sociale	56 000
65741	520	3 A Age d'Or	25 500

65741	520	Ohakoa	12 000
65741	524	Denekin	9 000
65741	90	Office de Commerce et de l'Artisanat	7 000

BUDGET ANNEXE SPIC TVA

Article	Opération	Bénéficiaire	Montant
6743	0009	Atabal	153 075
6743	0011	SEM Biarritz Océan	150 000
6743	0005	Version Originale	37 500

ADOPTE

Mme PRADIER ne participe pas au vote pour ELGARRI

20- ASSOCIATION BIARRITZ OLYMPIQUE OMNISPORTS : Décision d'attribution d'une avance de trésorerie

Sur rapport de Monsieur LAFITE :

Par correspondance en date du **06/01/2020**, monsieur le Président du **Biarritz Olympique Omnisports** nous a confirmé la mise en place d'un plan de sauvetage approuvé par l'Assemblée générale du club portant sur la réorganisation du fonctionnement des sections et les conditions de gouvernance du club.

Aussi, en vue de conclure ce plan d'assainissement, monsieur le Président a sollicité le versement d'une avance de trésorerie d'un montant de cent cinquante mille euros **(150 000€)** remboursable sur une durée de dix ans.

A ce titre, celui-ci a joint à sa demande, les documents financiers prévisionnels fondant le redressement progressif des finances du club omnisport et sa capacité à supporter le remboursement annuel de cette avance de trésorerie.

Dans ces conditions et après examen par la commission des finances qui s'est réunie le 10 février 2020, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider :

- le versement d'une avance de trésorerie au club du **Biarritz Olympique Omnisports** d'un montant de **cent cinquante mille euros (150 000€)** remboursable sur une durée de dix ans
- d'autoriser monsieur le Maire à signer une convention financière avec le président du club du **Biarritz Olympique Omnisports** définissant les conditions de versement et de remboursement de cette avance.

ADOPTE

21 - ECOLES PRIVEES – Contrats d'Associations : Subventions de fonctionnement aux établissements de Biarritz pour l'année scolaire 2019/2020 pour l'Association Miarritzeko Ikastola, l'école Sainte-Marie et l'école Saint-Louis de Gonzague

Sur rapport de Madame CLARACQ :

L'Association Miarritzeko Ikastola et les établissements Sainte Marie et Saint Louis de Gonzague ont signé avec l'Etat un contrat d'association. Conformément à l'article R 442-44 du Code de l'Education, la commune est tenue d'assurer les dépenses de fonctionnement pour les élèves domiciliés à Biarritz, à l'exception de la rémunération des enseignants prise en charge par l'Etat.

Le montant est calculé sur la base du prix de revient d'un élève de l'enseignement public (698.03 euros en 2019) multiplié par le nombre d'enfants scolarisés dans les établissements et domiciliés à Biarritz.

En conséquence, il a été proposé au Conseil Municipal :

- de verser à l'Association Miarritzeko Ikastola, une subvention d'un montant de 30 713.32 € (698.03 € x 44 élèves)
- de verser à l'Ecole Sainte-Marie (OGEC Saint Martin), une subvention d'un montant de 110 288.74 € (698.03 euros x 158 élèves).
- de verser à l'Ecole Saint Louis de Gonzague, une subvention d'un montant de 58 634.52 € (698.03 € x 84 élèves).
- les versements seront effectués selon les modalités fixées par la convention annexée à la présente délibération et prélevés sur les crédits inscrits à l'article 65741-201, du budget primitif 2020.
- d'autoriser M. le Maire à signer les conventions annexées à la délibération.

ADOpte

22 - ECOLES PRIVEES – CONTRATS D'ASSOCIATIONS : Subventions de fonctionnement aux Organismes de Gestion pour les élèves scolarisés hors Biarritz, pour l'année 2019/2020 pour l'UDOGEC et SEASKA

Sur rapport de Madame CLARACQ :

La subvention versée aux organismes de gestion des établissements d'enseignement privé, pour les élèves domiciliés dans la commune et scolarisés dans des établissements privés situés hors de Biarritz, est calculée sur la base du nombre d'élèves, la direction de l'organisme de gestion devant prendre contact avec les autres communes pour le financement des autres élèves non biarrots.

Ainsi, en application de la règle de réciprocité définie ci-dessus, l'UDOGEC (Union Départementale des Organismes de Gestion des Ecoles Catholiques) et l'Association SEASKA nous ont transmis la liste des élèves domiciliés à Biarritz et scolarisés dans les communes avoisinantes.

La subvention aux écoles privées étant calculée sur la base du prix de revient d'un élève de l'enseignement public (698.03 € en 2019), il a été demandé au Conseil Municipal, conformément à l'article R 442-44 du Code de l'Education :

- de décider le versement à l'UDOGEC des Pyrénées-Atlantiques, une somme de 84 461.63 € (698.03 € x 121 élèves),
- de décider le versement à l'Association SEASKA, une somme de 698.03 € (698.03 € x 1 élève).
- les versements seront effectués selon les modalités fixées par la convention annexée à la présente délibération et prélevés sur les crédits inscrits à l'article 65741-201 du Budget Primitif 2020.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions

ADOpte

23 – SDEPA : Convention pour enfouissement et rénovation de réseaux concédés avenue Kennedy -intersection Lac Marion – autorisation de signature

Sur rapport de Monsieur DESTIZON :

Dans le contexte de réaménagement de l'avenue Kennedy entre le quartier Saint-Martin et le giratoire André Dassary, une requalification des espaces publics est prévue, avec enfouissement de réseaux, afin d'embellir cette voie, entrée de ville majeure de notre commune.

Aussi, la Ville de BIARRITZ a sollicité le SYNDICAT d'ENERGIE des Pyrénées-Atlantiques, afin de procéder à l'étude des travaux de rénovation et enfouissement des réseaux concédés Basse tension électrique, Orange et d'éclairage public sur l'avenue Kennedy jusqu'à l'amorce de l'avenue du Lac Marion.

Monsieur le Président du Syndicat d'Energie a informé la Commune du coût estimatif des travaux à réaliser, qui ont été confiés à l'Entreprise GROUPEMENT ALLEZ et CIE – LACIS.

1/ Les travaux concernent, dans un premier temps, l'enfouissement des réseaux Basse tension électrique et d'éclairage public qui feront l'objet d'une inscription au Programme d'Electrification Rurale Syndicat Esthétique (Bayonne, Biarritz, Hendaye) 2019.

Le montant estimatif de ces travaux se décompose comme suit :

- montant des travaux T.T.C	124 123,70 €
- assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et imprévus	12 412,37 €
- frais de gestion du SDEPA	5 171,82 €
TOTAL	141 707,89 €

Le plan de financement prévisionnel prévu de cette opération d'enfouissement se décompose comme suit :

- participation syndicat	80 000,00 €
- TVA préfinancée par SDEPA	22 756,01 €
- participation de la commune aux travaux à financer sur fonds libres	33 780,06 €
- participation de la commune aux frais de gestion à financer sur fonds libres	5 171,82 €
TOTAL	141 707,89 €

2/ Des travaux de Génie Civil ORANGE sont prévus en parallèle et font l'objet d'une inscription au Programme d'Electrification Rurale Génie Civil Communications Electroniques Option B 2019 ".

Le montant de ces travaux se décompose comme suit :

- montant des travaux T.T.C	26 559,20 €
- assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et imprévus	2 655,92 €
- frais de gestion du SDEPA	1 106,63 €
TOTAL	30 321,75 €

Le plan de financement prévisionnel de cette partie de l'opération se décompose comme suit :

- participation de la commune aux travaux à financer sur fonds libres	29 215,12 €
- participation de la commune aux frais de gestion à financer sur fonds libres	1 106,63 €
TOTAL	30 321,75 €

Il est précisé que la participation définitive de la Commune sera déterminée après établissement du décompte définitif des dits travaux.

Le SDEPA pourra solliciter un ou plusieurs acomptes, en fonction des travaux exécutés.

Il a été proposé au Conseil Municipal :

- de décider de procéder aux travaux d'enfouissement des réseaux de l'avenue Kennedy décrits ci-dessus sous la maîtrise d'ouvrage déléguée du Syndicat d'Energie des Pyrénées Atlantiques

- d'approuver les plans de financement prévisionnels tels que définis ci-dessus

ADOpte

24 - Offre de concours pour la réalisation de travaux – domaine public jouxtant le Carlos Boulevard Prince de Galles– convention - Autorisation de signature

Sur rapport de Monsieur DESTIZON :

Le nouveau propriétaire du restaurant Le Carlos situé Boulevard Prince de Galles a modifié de manière conséquente l'établissement de restauration au printemps 2019. A cette occasion, il a transformé la terrasse et modifié de fait les accès au bâtiment.

Les gradins réalisés par la Ville de Biarritz à l'occasion de la requalification du boulevard Prince de Galles nécessitent désormais d'être adaptés à la nouvelle configuration.

Ces travaux sur domaine public doivent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique.

Dans la mesure où ces aménagements ont exclusivement pour objet de valoriser un bien privé, le propriétaire a proposé, à travers une offre de concours, d'en financer l'intégralité.

En conséquence, il a été proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter cette offre de concours
- de conclure une convention, selon projet joint en annexe, avec les propriétaires du restaurant

ADOpte

Mme AROTSTEGUY sort et ne participe pas au vote

25 - Convention entre la Communauté d'Agglomération Pays Basque et la ville de Biarritz au titre de la politique publique de la langue basque : Autorisation de signature

Sur rapport de Monsieur VEUNAC :

Elément fondateur de l'identité culturelle, la langue basque, comme les 6.000 langues parlées dans le monde, fait partie de notre patrimoine commun. Le monde associatif a longtemps porté seul l'enjeu de la valorisation de l'euskara, ralentissant pour partie son déclin, sans jamais l'enrayer. Les collectivités mettent à présent en œuvre des politiques publiques de revitalisation de la langue basque de façon concertée et partagée entre différents échelons administratifs.

A Biarritz, l'action de la municipalité en direction de l'euskara débute en 1992 et se structurera 15 ans plus tard, avec la signature d'une convention de partenariat avec

l'Office Public de la langue basque (OPLB) en juillet 2007, renouvelée en février 2011. La convention de 3ème génération signée le 24 juillet 2015, ouvrait la voie à la création d'un service municipal de la langue basque. Cet outil inédit à l'échelle du territoire a été chargé de conduire une politique publique structurée autour de 4 enjeux définis, en déployant 8 axes de travail.

Lors du comité de pilotage du 12 décembre 2019, les actions mises en œuvre ont été évaluées et leurs retombées mesurées en détail. Un plan « Euskara 2035 » a également été présenté, afin de continuer à contribuer avec cohérence au processus de revitalisation de la langue basque. Les actions à mettre en œuvre seront définies dans les prochains mois par le prochain exécutif.

Entre temps, la Ville a sollicité le soutien de la Communauté d'Agglomération Pays Basque afin de finaliser la structuration du service en augmentant le temps de travail du troisième agent en charge des traductions et de la conception des supports de sensibilisation. Une délibération y sera votée en ce sens lors du Conseil Permanent le 25 février prochain. Ce soutien se matérialise par la signature d'une Convention de partenariat qui engage la CAPB à mobiliser notamment 15.000€ échelonnés sur 3 ans. De son côté, la Ville poursuivra ses actions inscrites depuis plus de 25 ans dans une continuité.

Le Conseil Municipal a été invité à autoriser la signature de cette convention de partenariat entre nos organisations respectives.

ADOpte

26 -Application des articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

Sur rapport de Madame BLANCO :

Il a été rendu compte au Conseil Municipal de :

➤ **Signature de marchés publics :**

- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les travaux de réfection du sol du local quarantaine au Musée de la Mer, avec la Sté Albert TOFFOLO, pour un montant de 25 015,80 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium du Musée de la Mer - Lot n° 15 (cuisine), avec la Sté LABRUQUERE, pour un montant de 130 742,84 € T.T.C. :
- Signature d'accords-cadres à bons de commande passés selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant la fourniture de supports d'éclairage et de signalisation lumineuse tricolore, avec :
 - Lot n° 1 (Supports en acier galvanisé) : Sté VALMONT, pour un montant maximum de 36 725,00 € T.T.C. (pour la durée du marché).

- Lot n° 2 (Supports en aluminium) : Sté PETITJEAN, pour un montant maximum de 74 807,00 € T.T.C. (pour la durée du marché).
- Lot n° 3 (Décoratifs - Matériels spécifiques) : Sté VALMONT, pour un montant maximum de 148 468,00 € T.T.C. (pour la durée du marché).
- Signature d'un marché passé selon la procédure concours restreint de maîtrise d'œuvre en application des articles 88 et suivants du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant une mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un bâtiment associatif à usage sportif au plateau sportif d'Aguilera, avec le Groupement W-ARCHITECTURE / VIVALTO / KAPLAN PROJETS, pour un montant de 498 960,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les prestations de nettoyage des locaux du Centre Technique Municipal et du Service des Jardins de la Ville, avec la Sté TRIANGLE PROPRETE, pour un montant annuel 32 994,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les travaux de modification du système d'accroche scénique de l'Atabal, avec la Sté GEROARI, pour un montant de 36 000,00 € T.T.C.
- Signature d'un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les prestations de transport scolaire intra-muros pour l'année 2020, avec la Sté LE BASQUE BONDISSANT, pour un montant annuel minimum de 40 000 € T.T.C. et montant maximum de 85 000 € T.T.C.
- Signature d'un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant la fourniture de lampes d'éclairage public et de bâtiments, avec la Sté C.S.O., pour un montant annuel minimum de 15 000 € T.T.C. et montant maximum de 70 000 € T.T.C.
 - Signature de marchés passés selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2113-1, R.2124-1, R. 2161-2, R. 2161-4 et R.2161-5 du Code de la Commande Publique, concernant les marchés d'assurances de la Ville de Biarritz, avec :
 - Lot n° 1 (Dommages aux biens et risques annexes) : Sté SMACL ASSURANCES, pour un montant annuel de 127 065,54 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Responsabilité civile et risques annexes) : Sté SMACL ASSURANCES, pour un montant annuel de 80 958,74 € T.T.C.
- Signature d'un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les prestations de nettoyage dans les bâtiments communaux (vitres, menuiseries, verrières, miroirs, bâches et charpentes métalliques), avec la Sté ONET SERVICES, pour un montant annuel minimum de 40 000 € T.T.C. et montant maximum de 80 000 € T.T.C.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la

Commande Publique, concernant la fourniture de denrées alimentaires destinées aux restaurants scolaires et au C.L.S.H. gérés par la Ville « Laitages - Beurre - Œufs - Fromages - Charcuteries entières et prédécoupées », avec la Société SLAD MULTIFRAIS, pour un montant minimum annuel de 26 000 € T.T.C. et un montant maximum de 78 000 € T.T.C.

- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant la fourniture de denrées alimentaires destinées aux restaurants scolaires et au C.L.S.H. gérés par la Ville, avec :
 - Lot n° 1 (Epicerie sèche et appertisée, produits déshydratés, biscuiterie, boissons) : Société POMONA EPISAVEURS, pour un montant minimum annuel de 13 000 € T.T.C. et un montant maximum de 39 000 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Salade traiteur fraîche) : Société SYSCO FRANCE, pour un montant minimum annuel de 1 200 € T.T.C. et un montant maximum de 3 600 € T.T.C.
 - Lot n° 3 (Entrées, plats cuisinés surgelés) : Société POMONA PASSION FROID, pour un montant minimum annuel de 5 400 € T.T.C. et un montant maximum de 16 200 € T.T.C.
 - Lot n° 4 (Poissons et produits de la mer surgelés) : Société POMONA PASSION FROID, pour un montant minimum annuel de 12 000 € T.T.C. et un montant maximum de 36 000 € T.T.C.
 - Lot n° 5 (Viandes, volailles et préparations carnées surgelées) : Société SYSCO FRANCE, pour un montant minimum annuel de 9 000 € T.T.C. et un montant maximum de 27 000 € T.T.C.
 - Lot n° 6 (Légumes, aromates et poêlées de légumes surgelés) : Société POMONA PASSION FROID, pour un montant minimum annuel de 9 000 € T.T.C. et un montant maximum de 27 000 € T.T.C.
 - Lot n° 7 (Pâtisseries surgelées et glaces) : Société SYSCO FRANCE, pour un montant minimum annuel de 4 200 € T.T.C. et un montant maximum de 12 600 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant le remplacement du système de sonorisation de la Salle du Colisée, avec la Sté EVENTLIVE GROUP, pour un montant de 20 122,90 € T.T.C.
- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant l'entretien et la maintenance des ascenseurs dans les bâtiments communaux, avec :
 - Lot n° 1 (VILLE DE BIARRITZ) : Sté KONE, pour un montant de 56 318,40 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (E.P.I.C. BIARRITZ TOURISME) : Sté KONE, pour un montant de 43 235,11 € T.T.C.
 - Lot n° 3 (C.C.A.S.) : Sté KONE, pour un montant de 8 553,60 € T.T.C.
 - Lot n° 4 (Association LASSOSALAÏ) : Sté KONE, pour un montant de 1 948,80 € T.T.C.

- Lot n° 5 (Association VERSION ORIGINALE) : Sté KONE, pour un montant de 1 041,60 € T.T.C.
- Signature d'un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les prestations de maintenance des jeux pour enfants des jardins publics et des écoles de la Ville de Biarritz, avec la Sté EXPERT LOISIRS, pour un montant annuel minimum de 5 000 € T.T.C. et montant maximum de 20 000 € T.T.C.
- Signature de marchés passés selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2113-1, R.2124-1, R. 2161-2, R. 2161-4 et R.2161-5 du Code de la Commande Publique, concernant les prestations d'entretien du patrimoine arboricole de la Ville de Biarritz, avec :
 - Lot n° 1 (Taille, abattage, essouchage et autres soins) : Sté CHAUVIER ELAGAGES, pour un montant annuel minimum de 7 000 € T.T.C. et montant maximum de 70 000 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Taille architecturée) : Sté CHAUVIER ELAGAGES, pour un montant annuel minimum de 40 000 € T.T.C. et montant maximum de 110 000 € T.T.C.
- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant l'entretien et la maintenance des portes, portails, barrières automatiques dans les bâtiments communaux et des bornes arrêt minute, avec :
 - Lot n° 1 (VILLE DE BIARRITZ) : Sté KONE, pour un montant de 39 254,11 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (E.P.I.C. BIARRITZ TOURISME) : Sté KONE, pour un montant de 3 016,30 € T.T.C.
 - Lot n° 3 (C.C.A.S.) : Sté KONE, pour un montant de 2 698,85 € T.T.C.
 - Lot n° 4 (S.E.M. BIARRITZ OCEAN) : Sté KONE, pour un montant de 3 104,46 € T.T.C.
 - Lot n° 5 (Association VERSION ORIGINALE) : Sté KONE, pour un montant de 436,57 € T.T.C.
 - Lot n° 6 (S.I.A.Z.I.M.) : Sté KONE, pour un montant de 2 698,88 € T.T.C.

➤ Signature d'avenants aux marchés publics :

- Signature d'un avenant n° 5 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n° 3 : Fondations profondes - Gros œuvre - Ravalement), avec la Sté RAMERY, pour un montant de 2 856,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 5 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n° 18 : Electricité), avec la Sté INEO AQUITAINE, pour un montant de 17 578,88 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché d'extension des garages de l'atelier du Golf du Phare (Lot n° 6 : Peinture), avec la Sté PAU PEINTURES, pour un montant en moins-value de - 1 087,68€ T.T.C.

- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II au Musée de la Mer (Lot n° 14 : Espaces verts), avec la Sté FLORIPARC, ayant pour objet de rectifier le montant T.T.C. de l'offre sur l'acte d'engagement suite à une erreur matérielle, soit un montant de 4 644,00 € T.T.C. conformément au devis.
 - Signature d'un avenant n° 3 au marché d'exploitation du stationnement payant sur voirie de la Ville de Biarritz, ayant pour objet la modification des modalités de reconduction de la durée du contrat en réduisant sa durée de reconduction, soit une reconduction pour une durée d'un an.
 - Signature d'un avenant de prolongation au marché de transport et de traitement des déchets récupérés sur la Commune de Biarritz - Lot n° 1 (Déchets industriels banals), avec la Sté CETRAID, jusqu'au 30 juin 2020.
 - Signature d'un avenant de prolongation au marché de transport et de traitement des déchets récupérés sur la Commune de Biarritz - Lot n° 2 (Gravats), avec la Sté ETCHEVERRY-MINDURRY, jusqu'au 30 juin 2020.
 - Signature d'un avenant de prolongation au marché de transport et de traitement des déchets récupérés sur la Commune de Biarritz - Lot n° 3 (Déchets de plage et de balayage), avec la Sté SUEZ R&V SUD-OUEST, jusqu'au 30 juin 2020.
 - Signature d'un avenant de prolongation au marché de transport et de traitement des déchets récupérés sur la Commune de Biarritz - Lot n° 5 (Déchets verts), avec la Sté SUEZ R&V SUD-OUEST, jusqu'au 30 juin 2020.
 - Signature d'un avenant de prolongation au marché de transport et de traitement des déchets récupérés sur la Commune de Biarritz - Lot n° 6 (Déchets industriels dangereux), avec la Sté CHIMIREC DARGELOS, jusqu'au 30 juin 2020.
 - Signature d'un avenant de prolongation au marché de transport des déchets fermentescibles récupérés sur la Commune de Biarritz vers le site de Canopia, avec la Sté SUEZ R&V SUD-OUEST, jusqu'au 30 juin 2020.
- Signature de conventions d'occupation de locaux communaux :
- Signature d'une convention d'utilisation de locaux communaux à la Crypte Sainte Eugénie, mis à la disposition de M. Jacques LASSERRE, pour l'organisation de son exposition qui s'est déroulée du 14 décembre 2019 au 12 janvier 2020.
 - Signature d'une convention d'utilisation de locaux communaux à la Crypte Sainte Eugénie, mis à la disposition de Mme Chantal SORE, pour l'organisation de son exposition qui se déroulera du 25 janvier au 1^{er} mars 2020.
 - Signature d'une convention de mise à disposition de locaux communaux situés en sous-sol de la Villa Estella, avec l'Association MARITZULI KONPAINIA, pour un montant de redevance annuelle de 120 €.
 - Signature d'une convention de mise à disposition de locaux communaux concernant le garage situé en annexe la Villa Estella, avec l'Association MARITZULI KONPAINIA, à titre gratuit.
- Signature d'une convention de mise à disposition d'un terrain sur le domaine privé :

- Signature convention ayant pour objet la location, par la Ville de Biarritz, au profit de M. et Mme DAL-MAS, à usage privatif, de la cour située au droit de leur villa ainsi que du terrain non clôturé situé en contrebas de la cour au 23 bis Rue de Courasson, pour une redevance forfaitaire annuelle de 100 €.
- Signature de conventions relatives aux spectacles et de contrat de cession de droit d'exploitations de spectacle :
 - Signature d'une convention de billetterie avec ANGLET TOURISME, lui autorisant la vente des billets des spectacles du festival « Les Beaux Jours de la Musique » qui se tiendra au théâtre du Casino Municipal et de la Gare du Midi du 10 au 18 avril 2020.
 - Signature d'une convention d'adhésion au réseau de vidéotransmission avec PATHE LIVE, relative à la retransmission de spectacles vivants à la Gare du Midi (opéras, ballets, théâtre) au cours de la saison 2019/2020.
 - Signature d'un contrat de cession de droit d'exploitation du spectacle « Erick Truffaz Quartet - Lune Rouge », avec la Sté ANTEPRIMA, pour un montant de 11 605,00 € T.T.C.
- Signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public et d'utilisation de locaux communaux :
 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention d'occupation du domaine public concernant l'occupation de locaux à l'Etablissement des Bains de la Côte des Basques, avec l'Association CULTURE SURF, ayant pour objet la modification de l'article 1 de la convention « Durée et fréquence de l'occupation » suite à la reconduction des activités dans ces locaux.
 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention d'utilisation de locaux communaux situés à la Villa Natacha, avec l'Association FIPADOC, ayant pour objet la modification de l'article 1 de la convention « Durée et fréquence de l'occupation » suite à la redistribution des espaces après les travaux de rénovation de la Villa Natacha.
 - Signature d'un avenant n° 7 à la convention d'utilisation de locaux communaux dénommés « Salle Errecarte » au Fronton Larrepunte, avec l'Association DENEKIN, ayant pour objet la prolongation de la convention jusqu'au 30 juin 2020.
 - Signature d'un avenant n° 4 à la convention d'utilisation de locaux communaux situés à l'école maternelle du Braou, avec le THEATRE DES CHIMERES, ayant pour objet la modification du calendrier d'occupation des locaux le mercredi, à compter de la rentrée académique 2019.
- Réalisation d'emprunt :
 - Arrêté du 17/12/2019 décidant de contracter un prêt de 1 000 000 € auprès du Crédit Agricole, pour le financement des dépenses d'investissement inscrites au budget principal, sur une durée de 20 ans, au taux variable encadré – Tunnel (Gissler 1-A) - Euribor 3 mois augmenté d'une marge de + 0.51 % l'an flooré à -

0.20% et capé à 2.20 % soit un taux minimum de 0.31 % et un taux maximum de 2.71 % avec une périodicité trimestrielle en amortissement et intérêts.

➤ Défense des intérêts de la Ville de Biarritz dans l'action en justice intentée par :

- Le Comité de Liaison du Camping-Car, devant le Tribunal Administratif de Pau, concernant l'injonction de dépose de panneaux de signalisation irréguliers.
- La SCI B 3Z, devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de la délibération de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, en date 20 juillet 2019, approuvant la modification n° 11 du PLU de Biarritz.
- Mr V.F., devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation du refus, de communication de documents.
- Mme V.O., devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant "annulation de l'arrêté du 10 mai 2019 autorisant le PC n° 06412219B0030.
- Mr F.A. et Mme N.M., devant la cour administrative d'appel de Bordeaux, demandant l'annulation du jugement n° 1802286, 1802295, 1802785 du Tribunal Administratif de Pau rejetant leurs requêtes, relatif à la demande d'annulation de la délibération du 30 juillet 2018 relative à la signature du bail emphytéotique avec la SOCOMIX.
- La SCI M., devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté en date du 3 septembre 2019 accordant un permis de construire à la SCI V.
- Mr C.M., devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant la condamnation de la ville de Biarritz et du département des Pyrénées Atlantiques, à réparer les conséquences de sa chute sur la RD 810.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

La séance est levée à 22h05